

<https://dijon.snes.edu/spip/spip.php?article5406>



# Trop chers fonctionnaires ?

- SNES académique de Dijon - S3 - Dossiers académiques - Carrières -



Publication date: mardi 24 octobre 2017

---

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

---

**Report de PPCR de 12 mois à partir du 1er janvier 2018 : c'est le retour du gel de notre pouvoir d'achat organisé par Sarkozy !**

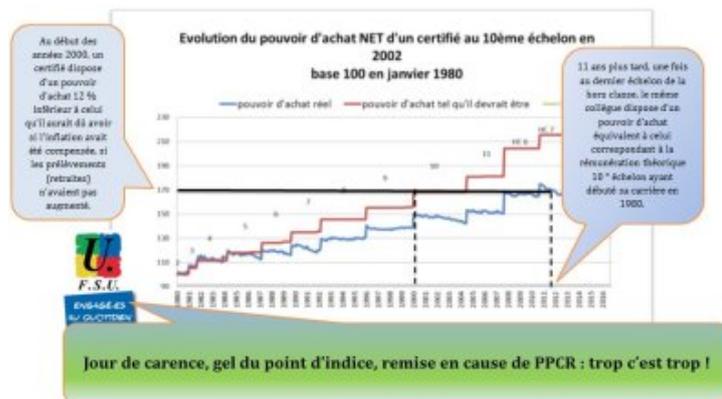
**Réintroduction du jour de carence dans la fonction publique : c'est encore le retour d'une mesure de Sarkozy !**

**Eventualité d'une individualisation des salaires, de primes au mérite : toujours une idée de Sarkozy !**

**L'annonce de la compensation de la hausse de la CSG ne suffira pas pour nous rassurer et ne permettra pas d'atténuer la colère des fonctionnaires devant un tel mépris de la part du gouvernement !**

**Est-ce une traduction d'une certaine nostalgie de Macron pour les années Sarkozy ?**

Lors du rendez vous salarial de ce jour, le Ministre a confirmé nos inquiétudes : gel du point d'indice, jour de carence, report d'un an à partir de janvier 2018 de l'application des mesures issues du cycle de discussions « PPCR » : sur ce dernier point, la décision brutale de revenir sur cet accord salarial, annoncée officiellement aujourd'hui, constitue une rupture de la parole de l'Etat qui ne figurait même pas au programme du candidat Emmanuel Macron. L'ensemble des décisions confirment la dégradation prévisible du pouvoir d'achat et des carrières des fonctionnaires.



Il aura fallu maintes interventions et la mobilisation des agents pour que le ministre annonce que l'augmentation de la CSG serait strictement compensée pour les fonctionnaires, y compris pour les nouveaux recrutés, petite avancée mais qui ne correspond pas à la promesse d'Emmanuel Macron d'augmenter leur pouvoir d'achat à cette occasion. Le Ministre a aussi annoncé la reconduction de la prime dite « GIPA », maigre compensation pour les agent-es ayant subi une perte de pouvoir d'achat entre 2012 et 2016 : c'est donc bien le moins !

Pour tout le reste, aucune réponse n'a été apportée à nos demandes. En outre, le Ministre renvoie aux mutuelles la responsabilité éventuelle d'une compensation du jour de carence, ce qui entérinerait cette mesure injuste pour les agent-es et reporterait in fine le coût sur les cotisations.

Le Ministre de l'Action et des Comptes Publics ne répond pas aux demandes portées par les personnels en grève et dans les manifestations le 10 octobre. La FSU a réaffirmé son opposition à cette politique salariale désastreuse qui

## Trop chers fonctionnaires ?

---

augure bien mal de la reconnaissance des plus de 5 millions d'agents de la Fonction Publique.

Elle portera, la nécessité que les fédérations de fonctionnaires se retrouvent pour trouver les moyens, dans les suites de ce que les agents ont exprimé le 10 octobre dernier, d'obtenir une réorientation de cette politique.

Signez la pétition : [les engagements de l'état doivent être tenus et nos salaires augmenter](#)